PREFAS Hauts-de-France
Pôle Ressources Recherche Formations en Action Sociale

Le choix du social

Parcours d'orientation, représentations et attractivité des métiers du travail social

Synthèse

Rapport complet : https://www.prefashdf.fr

Recherche conduite par :

Chenu, Charlotte, CRFPE
Defacques, Émilie, AFERTES
Duvivier, Émilie, ESSLIL GERTS-ETHICS
Duytschaever, Alexia, IRTS Hauts-de-France
Fombelle, Sabine, AFERTES
Galliot, Donatienne, IRTS Hauts-de-France
Halifax, Juliette, APRADIS
Lefebvre, Nathalie, ESTS
Lefetz Tamara, ESSLIL GERTS-ETHICS
Pomanah, Laurie, CRFPE

Coordination scientifique :
Duvivier, Émilie, ESSLIL GERTS-ETHICS Université Catholique de Lille

Introduction

Cette recherche, conduite par le PREFAS Hauts-de-France entre mars 2024 et juin 2025, analyse la baisse d'attractivité des formations et métiers du travail social. Porté par un réseau de six établissements de formation, le projet articule les regards de chercheurs en sciences humaines et sociales, de formateurs, d'institutions (État, Éducation nationale, Région), de professionnels et d'étudiants. L'objectif est d'éclairer les mécanismes qui favorisent ou entravent l'orientation vers ces métiers, en croisant politiques publiques, pratiques d'accompagnement et parcours étudiants.

Le contexte régional - population jeune, pauvreté élevée, vieillissement rapide - renforce les besoins en compétences, alors même que les candidatures diminuent fortement selon les diplômes. Ces difficultés locales ne sont pas isolées : la littérature récente (Livre blanc du HCTS, rapports parlementaires) met en évidence des enjeux de fond qui structurent durablement la crise d'attractivité au niveau national, qu'il s'agisse de la faible visibilité des métiers, de leur reconnaissance limitée ou encore de conditions d'exercice dégradées. C'est à l'intersection de ces constats régionaux et nationaux que s'inscrit notre démarche de recherche. L'enquête adopte une approche mixte.

Sur le plan quantitatif, un questionnaire auprès de 339 étudiants documente profils, parcours et représentations. Sur le plan qualitatif, 26 entretiens semi-directifs (représentants institutionnels, acteurs de l'orientation) et 2 focus groups (13 étudiants en formation initiale et continue) sont complétés par une observation participante et une analyse documentaire (référentiels, rapports, supports d'information). Ce croisement d'échelles – macro-institutionnelle, méso-territoriale et micro-biographique – permet d'appréhender l'orientation non comme un simple appariement entre offre et demande, mais comme un processus social et relationnel, traversé d'inégalités et de représentations.

Note de lecture. *Cette synthèse propose une vue d'ensemble nécessairement réductrice d'un rapport riche en matériaux empiriques (données chiffrées, verbatims, analyses détaillées). Elle implique des choix et des coupes : certains développements, nuances et contre-points figurent dans le corps du rapport et ne sont ici qu'esquissés. Nous invitons donc les lecteurs à se référer au texte complet pour saisir la diversité des situations, la complexité des arguments et la portée des citations.*

Les trois parties du rapport sont conçues comme complémentaires ; elles peuvent toutefois être lues indépendamment selon les besoins (cadres et instruments de l'orientation ; pratiques et acteurs ; expériences étudiantes et dynamiques d'engagement). Le rapport a été pensé comme un outil au service de la compréhension et de l'action : il vise autant à éclairer les mécanismes à l'œuvre qu'à nourrir des décisions opérationnelles et des coopérations territoriales.

Partie I - L'orientation comme enjeu public : cadres, acteurs et instruments

De la sélection à l'éducation à l'orientation

L'histoire de l'orientation en France s'est progressivement déplacée d'une logique d'adéquation formation-emploi vers une conception plus éducative. La massification scolaire des années 1960 et la loi Haby (1975) ont ancré l'orientation dans le système éducatif (ONISEP, CIO), tandis que les décennies suivantes l'ont étendue aux transitions et reconversions à l'âge adulte.

Depuis les années 2000, l'« éducation à l'orientation » met l'accent sur l'accompagnement des projets et le développement de compétences d'auto-orientation. Cette trajectoire laisse subsister une tension structurante, toujours active : instrument de pilotage des flux d'un côté, levier d'émancipation de l'autre. Elle explique en partie l'hétérogénéité actuelle des dispositifs et la coexistence de registres d'action parfois disjoints.

La montée en puissance des Régions

Dans ce paysage pluriel, les Régions jouent un rôle croissant. La régionalisation des formations sanitaires et sociales (2004) puis la loi « Avenir professionnel » (2018) ont renforcé leurs responsabilités : financement et carte des formations, appui au pilotage (CARIF-OREF), coordination des actions d'orientation en lien avec l'État et l'Éducation nationale, interventions dans les établissements (heures dédiées). Cette territorialisation reste toutefois encadrée par des normes nationales ; la gouvernance se situe donc à l'articulation entre centralisation et adaptation locale, et suppose des coopérations stabilisées entre acteurs.

Enjeux régionaux dans les Hauts-de-France

Les documents de planification 2022-2028 (CPRDFOP et SRFSS) font de l'attractivité des métiers sanitaires et sociaux une priorité dans un contexte de baisse sensible des candidatures. La stratégie régionale vise l'ajustement de la carte des formations aux besoins des territoires, le renforcement des liens avec les employeurs (stages, alternance) et la valorisation des métiers. Les avancées se heurtent néanmoins à

deux obstacles récurrents : la faible visibilité du travail social - fréquemment fondu dans le « sanitaire et social » - et la dispersion des acteurs et des outils, qui nuisent à la lisibilité d'ensemble pour les publics, notamment ceux en reconversion. Les entretiens menés (Région, DREETS, Éducation nationale) convergent : faire « exister » le social dans les arènes régionales demande un travail de rappel constant et une représentation plus consolidée du secteur, en particulier du côté des employeurs.

Proch'Orientation : un pivot encore inégalement visible

Lancé en 2019, Proch'Orientation articule maillage territorial, ressources de communication et actions d'immersion. Il améliore la mise en réseau et crée des points de contact utiles, mais bute sur plusieurs limites : dispersion des instruments, difficulté à rendre intelligible la diversité des métiers du social – notamment la technicité moins immédiatement démonstrative que dans le sanitaire – et présence inégale dans des événements régionaux emblématiques. L'effort de coordination, réel, ne produit pas toujours une lisibilité durable sans un accompagnement de médiation au plus près des établissements scolaires, des centres de formation et des employeurs.

L'information en ligne : accès massif, cadrage partiel

L'analyse des portails les plus consultés par les jeunes et leurs familles (ONISEP, *L'Étudiant*) met en évidence un paradoxe : l'accès est aisé, mais la compréhension reste coûteuse. Les catégorisations sont parfois floues, la visibilité très inégale selon les métiers (forte pour ES, AES, EJE ; marginale pour d'autres comme assistant familial), et les périmètres se chevauchent avec l'animation, le paramédical ou les « services à la personne ». Les contenus privilégient les qualités personnelles (empathie, patience, sens du contact), au risque de naturaliser des compétences pourtant construites en formation (évaluation, écrits professionnels, travail partenarial, éthique de l'intervention).

Les adultes en reconversion sont peu adressés ; les données sur les débouchés, les rémunérations et les évolutions sont hétérogènes ; l'iconographie reconduit des représentations partielles (forte féminisation, faible diversité). Ces cadrages favorisent l'adhésion affective plus qu'une projection professionnelle informée et une visée professionnalisante des métiers ; ils n'aident guère à distinguer le travail social du médico-social.

Un système d'orientation sous tension

Au total, intentions éducatives et logiques de pilotage coexistent sans toujours s'articuler. En Hauts-de-France, la structuration progresse, mais deux défis persistent : la dilution du travail social dans le champ sanitaire et social et l'insuffisante médiation entre information générique et accompagnement situé. L'enjeu est aussi narratif : rendre visible la diversité des métiers et expliciter la technicité, les cadres éthiques et les finalités collectives du travail social.

Partie II - Les acteurs de l'orientation : représentations, pratiques et concepts

Représentations : vocation et technicité

Les acteurs de l'orientation – enseignants, psychologues de l'Éducation nationale, conseillers en insertion professionnelle en mission locale, consultants en orientation… – jouent un rôle déterminant dans la construction des parcours. Pourtant, leurs représentations du travail social apparaissent souvent marquées par une vision vocationnelle.

L'accent est mis sur des qualités personnelles supposées qui valorisent l'engagement moral mais minimisent la dimension technique et l'expertise acquise en formation. Étudier les représentations des métiers, tant chez les acteurs de l'orientation que, de leur point de vue, chez leurs publics, constituait un préalable nécessaire pour comprendre la manière dont l'orientation s'opère concrètement, en actes et en pratique. La figure idéalisée du travailleur social apparaît alors comme une référence normative qui guide les pratiques des professionnels de l'orientation. De la même façon, la figure du candidat idéal au métier de travailleur social se construit à travers ce prisme : un modèle normatif produit par les acteurs de l'orientation.

Selon cette représentation, le candidat doit réunir un ensemble de qualités : faire preuve d'empathie sans se laisser envahir émotionnellement, adopter une posture bienveillante et non jugeante, être à l'écoute, et être capable d'exercer dans des conditions de travail difficiles tout en acceptant une rémunération modeste. Il doit également être disposé à reprendre ou poursuivre une formation, posséder des compétences rédactionnelles et présenter un niveau scolaire jugé suffisant.

Pratiques : hétérogénéité et « bricolages »

Au-delà des représentations, les pratiques d'accompagnement se révèlent très contrastées selon les contextes. Certains enseignants et conseillers d'orientation mobilisent activement les outils disponibles – ONISEP, Parcoursup, plateformes régionales, fiches métiers – mais beaucoup jugent ces ressources trop générales, voire inadaptées aux spécificités du travail social. En l'absence d'outils suffisamment contextualisés, nombre d'acteurs élaborent des formes de « bricolages » : mobilisation de réseaux locaux, témoignages d'anciens étudiants, visites sur le terrain, interventions ponctuelles de professionnels. Ces pratiques informelles, bien que précieuses, demeurent dépendantes des dynamiques locales, des partenariats disponibles et des marges d'initiative individuelles. Elles introduisent de fortes disparités entre territoires : un lycée ou une mission locale disposant d'un réseau actif offrira des perspectives bien plus riches qu'un établissement isolé.

Contextes : contraintes scolaires, inégalités territoriales et sociales

L'action des acteurs de l'orientation est également conditionnée par leur environnement institutionnel et territorial. Dans certains établissements scolaires, le temps dédié à l'orientation et les dispositifs partenariaux permettent une approche structurée, intégrant ateliers, interventions extérieures et visites de terrain. Dans d'autres, les contraintes horaires et la surcharge des équipes réduisent l'accompagnement à une suite d'initiatives ponctuelles, parfois laissées à la charge des élèves eux-mêmes. Ces écarts se conjuguent avec de fortes inégalités sociales et territoriales. Les jeunes issus de zones rurales disposent notamment de moins d'opportunités d'immersion pour découvrir les réalités du secteur, en raison de l'éloignement géographique, du manque de transports ou de l'absence de structures partenaires.

Le coût des entretiens d'admission, des inscriptions ou des déplacements constitue un frein supplémentaire, particulièrement pour les étudiants issus de familles modestes. Le rôle des parents se révèle ambivalent : il peut constituer un soutien actif dans certains cas, mais aussi un frein dans d'autres, en fonction de leurs propres représentations du travail social et des ressources dont ils disposent pour accompagner leur enfant. Ces déterminants nourrissent parfois des mécanismes d'autocensure. Certains jeunes se détournent de ces métiers, jugés peu valorisés socialement ou financièrement, tandis que d'autres, faute d'information, ne parviennent pas à se projeter dans des parcours complexes et exigeants.

Une ingénierie discrète, à consolider

Malgré ces contraintes, de nombreux acteurs développent une véritable ingénierie de terrain. Ils apprennent à ajuster leurs pratiques aux publics rencontrés, à expérimenter de nouvelles formes d'accompagnement, à tisser des liens entre établissements scolaires, centres de formation et employeurs. Cette ingénierie demeure toutefois discrète, car elle repose sur des initiatives locales et individuelles plus que sur une stratégie collective et coordonnée.

Les entretiens révèlent une demande forte : mieux former les professionnels de l'orientation aux spécificités des métiers du social, leur fournir des outils adaptés et créer des dispositifs d'immersion accessibles, co-portés par l'ensemble des partenaires régionaux. La Partie II met ainsi en évidence que l'orientation, pour devenir un levier d'attractivité, doit dépasser la simple transmission d'informations. Elle doit être pensée comme une pratique éducative et sociale, attentive aux inégalités structurelles et aux réalités vécues, et capable d'articuler les ressources locales dans une dynamique coopérative.

Partie III - Parcours d'orientation et récits d'engagement : regards d'étudiants

Trajectoires : une construction progressive

Les parcours étudiés, qu'ils soient issus du questionnaire (339 réponses) ou des focus groups (13 étudiants en formation initiale et continue), montrent que l'orientation vers les métiers du travail social ne relève que rarement d'une trajectoire linéaire et anticipée. Elle se construit au fil du temps, par sédimentation d'expériences, de rencontres et d'événements biographiques. Les expériences de bénévolat, les stages de découverte, les engagements associatifs ou encore la proximité familiale avec la maladie, le handicap ou la précarité apparaissent comme des déclencheurs importants.

De tels « moments d'épreuve » ou « rencontres décisives » permettent de donner sens à un projet qui, dans bien des cas, n'était pas envisagé initialement. Le rôle de l'entourage – familial, amical ou scolaire – est également décisif : encouragements, identification à un proche, ou encore rencontre d'un enseignant investi peuvent ouvrir la voie à l'orientation vers ces métiers. À l'inverse, le déficit d'information et la faible lisibilité du champ constituent des freins importants.

Beaucoup d'étudiants disent avoir dû « se débrouiller seuls », au prix d'une recherche longue et parfois décourageante. L'enquête confirme que près d'un répondant sur deux a rencontré des difficultés d'orientation, liées principalement au manque d'information claire et à la complexité des démarches administratives. Ces obstacles sont renforcés par les inégalités sociales et territoriales : les jeunes issus de milieux modestes, ou résidant en zones rurales, disposent de moins de relais institutionnels et de moins d'opportunités de découverte que ceux vivant dans des environnements plus dotés en ressources.

Entrer en formation : un moment d'arbitrage

L'entrée en formation représente une étape charnière, vécue comme un moment de tension et d'incertitude. Les étudiants interrogés soulignent l'opacité des procédures d'admission : attendus implicites, critères variables selon les établissements, diversité des épreuves écrites et orales. Le dispositif Parcoursup, censé simplifier et centraliser, est souvent perçu comme un facteur supplémentaire de confusion. Au-delà de cette opacité, les coûts d'accès constituent un frein majeur. Les frais liés aux concours, aux inscriptions, aux déplacements et parfois à l'hébergement limitent les candidatures et créent un effet social différencié : certains étudiants renoncent à multiplier les tentatives faute de moyens financiers.

Pour les personnes en reconversion, ces coûts se combinent à des contraintes spécifiques : financement de la formation (CPF, Transition Pro), perte de revenus, articulation avec les obligations familiales. Le projet de formation s'inscrit alors dans une économie domestique et relationnelle plus large, engageant la famille autant que l'individu. La mobilité

géographique reste relativement acceptable, mais elle est envisagée comme un choix raisonné, uniquement si la qualité perçue de l'établissement et les conditions d'accueil justifient l'effort.

Dans ce cadre, la recherche d'écoles « à taille humaine », favorisant proximité relationnelle, suivi individualisé et cohésion de promotion, apparaît déterminante. Ces établissements offrent aux étudiants un sentiment de sécurité et de reconnaissance, essentiel pour surmonter les obstacles matériels et poursuivre leur engagement.

Engagements : idéaux, épreuves et ajustements

Malgré ces difficultés, les motivations initiales restent profondément marquées par des valeurs éthiques et relationnelles. Les trois premières raisons avancées par les répondants sont : « aider les autres », « exercer un métier en accord avec ses valeurs » et « travailler en équipe ». Les récits recueillis confirment que la quête de sens, parfois nourrie par des expériences professionnelles antérieures jugées insatisfaisantes ou déshumanisantes, constitue un moteur central.

Cependant, la formation et les stages confrontent rapidement les étudiants aux contraintes du secteur : surcharge administrative, tensions dans les équipes, difficultés à accompagner les publics dans des conditions satisfaisantes, manque de reconnaissance.

Ce décalage entre idéaux et réalités peut susciter du découragement, voire des velléités de réorientation. Mais il peut aussi alimenter des stratégies d'ajustement : certains envisagent des trajectoires vers des postes d'encadrement pour disposer d'une marge de manœuvre et agir sur l'organisation du travail. L'expérience des difficultés ne conduit donc pas uniquement à la résignation ; elle peut aussi stimuler une réflexion critique et un désir de transformation du secteur.

Une orientation processuelle et relationnelle

Au total, la Partie III montre que l'orientation vers le travail social doit être comprise comme un processus biographique, et non comme une décision ponctuelle ou un choix prédéterminé. Elle est traversée d'incertitudes, de bifurcations et de réajustements successifs, qui se poursuivent bien après l'entrée en formation.

Celle-ci n'est pas un aboutissement, mais une étape où les étudiants commencent à éprouver leurs aspirations initiales et à se construire comme futurs professionnels. Dans ce processus, la médiation humaine et les expériences concrètes jouent un rôle central. Les rencontres, les immersions et l'accompagnement par les pairs apparaissent comme des leviers décisifs pour sécuriser les parcours et renforcer l'engagement.

Les étudiants expriment d'ailleurs le souhait de transmettre à leur tour, en accueillant de futurs candidats ou en témoignant de leur parcours, afin de rendre l'orientation plus incarnée et accessible. Ainsi, les difficultés identifiées – faible visibilité des métiers, obstacles matériels, décalage entre idéaux et réalités – plaident pour des dispositifs d'orientation pensés comme des processus continus et incarnés, où l'information écrite ou numérique est relayée et complétée par des expériences vécues et des médiations interpersonnelles.

Conclusion : Donner sens et accès aux métiers du travail social

Cette recherche conduite par le PREFAS Hauts-de-France a mis en lumière les dynamiques multiples qui traversent la question de l'attractivité des métiers du travail social. En croisant l'analyse des politiques publiques, l'étude des pratiques professionnelles et l'exploration de l'expérience étudiante, elle montre que l'orientation ne saurait être réduite à une procédure technique d'appariement entre une offre de formation et une demande de candidats. Elle constitue un processus social et relationnel, traversé d'inégalités, de représentations et d'épreuves biographiques.

La recherche met en évidence trois résultats transversaux.

Des inégalités persistantes (sociales, territoriales, symboliques) structurent l'accès aux métiers : information inégale, dispositifs morcelés, cadrage vocationnel qui minore la technicité, autocensure des publics les moins dotés.

Une communication peu lisible entretient la dilution du travail social dans le « sanitaire et social » et propose des contenus génériques, peu contextualisés pour les reconversions.

Une orientation vécue comme mise à l'épreuve : coûts d'accès, mobilités contraintes, sélections parfois peu explicites, confrontation rapide aux contraintes du terrain.

L'attractivité du travail social relève à la fois d'un problème d'image et d'un enjeu plus profond de reconnaissance professionnelle et de lisibilité des parcours.

Pistes pour agir : ouvrir, relier, incarner

- Valoriser et rendre visibles les métiers du social, en renforçant leur présence dans les outils d'orientation (Parcoursup, ONISEP), les forums et les établissements scolaires, y compris dans les filières générales.
- Former les acteurs de l'orientation (enseignants, psychologues, conseillers) à une connaissance fine des réalités professionnelles et des parcours possibles, à travers immersions, partenariats et témoignages.
- Développer les expériences concrètes (stages courts, journées de découverte, immersions progressives), plus efficaces que l'information générique pour lever les représentations floues et incarner les métiers.
- Renforcer les coopérations territoriales entre institutions, employeurs, centres de formation et financeurs, afin de dépasser le morcellement actuel et rendre les parcours plus cohérents.
- Simplifier et rendre accessibles les informations sur les aides, financements et prérequis, en particulier pour les publics en reconversion.

Penser l'orientation vers ces métiers revient ainsi à poser les bases d'une véritable politique de reconnaissance : permettre des choix libres et informés, soutenables dans la durée, et affirmer la contribution sociale de professions essentielles. Cette recherche n'épuise pas le sujet ; elle entend y contribuer en donnant à voir la diversité des positions (institutions, professionnels, étudiants) et en éclairant les leviers d'une action plus lisible, coordonnée et située.